

Qu'est-ce qu'un Espace Boisé Classé (EBC) ?

une réponse

Fiches liées

633500
Défriche-
ment ?

633502
Procédure
défrichement

633503
Dispenses
d'autorisation
de défriche-
ment

635301
Comparaison
zone N et
EBC

635302
Zone N

635303
EBC

635304
Etude d'im-
pact

635305
Notice d'im-
pact

635306
Les docu-
ments d'urba-
nisme

635307
Ruines

Le classement d'un espace boisé en EBC permet d'assurer la conservation, la préservation, voire la création des bois, forêts et parcs, enclos ou non, attenants ou non à des habitations, en empêchant tous les travaux qui pourraient les affecter.

▲ Classement à l'initiative des communes

L'espace boisé classé est délimité soit dans le cadre d'un PLU (ex. POS) par le conseil municipal, soit, en l'absence de PLU, par arrêté du président du conseil général, après avis du conseil municipal de la commune concernée, au titre de la politique de protection des espaces naturels sensibles qu'il est chargé de mettre en oeuvre sur son département. Le classement ne peut concerner que des espaces boisés (ou à boiser), qu'ils soient situés en zone U (espaces verts, parcs) ou en zone N (espaces boisés forestiers) d'un PLU.

- ✎ Le classement en zone N se superpose fréquemment avec le classement en EBC.
- ✎ Une fois le terrain classé en EBC, il n'est possible d'en changer le classement que par une révision du PLU, précédée d'une enquête publique. L'article L112-3 du Code rural, modifié par la loi du 6 janvier 2006, rend nécessaire la consultation préalable du CRPF, pour avis, si il y a une réduction des espaces forestiers. Cet avis doit être rendu dans les deux mois. L'absence de réponse vaut un accord.

▲ Affectation et occupation du sol sont figées

- ▶ Le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des bois. Toute coupe ou abattage d'arbre est soumise à autorisation préalable du maire, sauf si le propriétaire possède un plan simple de gestion ■ 633602 ou en cas de dérogations définies par arrêté préfectoral ■ 633604.
- ▶ Toute demande d'autorisation de défrichement est rejetée de plein droit, le défrichement étant interdit. Le camping et le stationnement des caravanes (isolés ou aménagés) sont interdits.
 - ✎ Une réflexion prospective est nécessaire avant d'effectuer ce classement. Des coupures agricoles, intéressantes sur les plans de la DFCI et du paysage, ne peuvent plus être installées dans certaines communes qui ont utilisé le classement en EBC de manière trop systématique.

▲ Pas d'indemnisation et des compensations peu réalistes

Il n'existe pas d'indemnisation destinée à compenser les interdictions de construire, faute de pouvoir défricher. Des compensations ont été prévues (art. L.130-2 du code forestier) :

- ▶ Il peut être accordé au propriétaire une autorisation de construire sur une partie du terrain EBC n'excédant pas 1/10 de la superficie dudit terrain, en contrepartie de la cession gratuite des 9/10 restants à la collectivité publique. Cette autorisation est donnée par décret ministériel. Cette possibilité est exclue si l'espace boisé a fait l'objet d'une acquisition à titre onéreux depuis moins de 5 ans.
- ▶ Il peut également être proposé au propriétaire d'un terrain situé en EBC l'échange de son terrain contre un terrain à bâtir, sauf si l'acquisition à titre onéreux remonte à moins de 5 ans : les terrains ainsi échangés doivent être ouverts au public. La valeur du terrain offert en compensation ne doit pas dépasser la valeur du terrain cédé à la collectivité.

- ✎ En réalité, elles ne sont jamais appliquées car les conditions de mise en œuvre se sont révélées peu réalistes.

Les fiches actualisées sont sur le site :

<http://www.ofme.org/crpf>

Pour nous écrire :

paca@crpf.fr